

LA LETTRE aux adhérents

Une rentrée effervescente pour ATTAC

La première cause c'est bien sûr l'actualité politique qui a bousculé la "torpeur estivale". En effet nous avons été appelés à manifester à plusieurs reprises, contre la guerre au Liban, contre l'évacuation du squat de Cachan qui a jeté à la rue un millier de personnes sans solution de relogement décente durable et à l'appel du Réseau Éducation Sans Frontière (RESF), contre les expulsions du territoire de parents étrangers d'enfant scolarisés. Les "faucheurs volontaires" ont poursuivi leurs actions de "désobéissance civique" et la rentrée est marquée par la présentation à l'Assemblée Nationale et la mobilisation contre la loi de privatisation de GDF. Cela dans un contexte où les organisations politiques sont omniprésentes dans les médias essentiellement pour la concurrence que se livrent leurs chefs pour la candidature à l'élection suprême de 2007.

Attac Pays d'Aix aborde cette rentrée avec une double ambition : éducation populaire et action :

1) Alimenter le débat politique sur des alternatives de rupture avec le néolibéralisme. L'université d'été d'Attac qui s'est tenue à Poitiers du 25 au 29 août a permis un large débat et des avancées significatives sur les thématiques du "Manifeste pour des alternatives de rupture avec le néolibéralisme" réparties en 12 domaines : Libre-échange, État social, Globalisation financière, Emploi, revenu, chômage, précarité, Services publics, Environnement, vivant, agriculture, eau, Développement, Europe, Éducation, recherche, culture, médias, Démocratie, Entreprise, propriété, production, Égalité femmes - hommes (dimension genre). La convergence entre question sociales et environnementales devrait être au centre des propositions et des débats initiés par Attac.

Mais il n'est pas question de présenter sur tous ces thèmes des réponses définitives. Sur de nombreux points il s'agira de confronter les positions des adhérents, sympathisants et partenaires d'Attac et de les faire converger. Il reviendra au Comi-

té local de s'emparer de ces différents thèmes et comme nous l'avons fait pour la campagne pour le TCE de les présenter sous différentes formes : réunions publiques, groupes de formations, réalisation de supports électronique..... Il est fait appel à l'initiative et à la créativité de chacun.

Il va de soi que ce type d'initiative "d'éducation populaire" ne se borne pas à l'horizon des échéances électorales même s'il est appelée à jouer un rôle majeur pour aider les comités locaux d'Attac à intervenir pendant les campagnes électorales. Mais il ne saurait se transformer en action de soutien à un candidat.

2) Être présent dans l'action notamment pour la défense des services publics, pour la lutte contre les inégalités sociales, la défense de l'environnement, répondre à l'ambition d'être une association solidaire, écologique, sociale et démocratique.

La deuxième cause d'effervescence résulte de la vie interne d'Attac. Le rapport demandé à René Passet (ancien président du Conseil Scientifique) présentant la synthèse des expertises sur les résultats de l'élection du CA, conclue sans équivoque à la fraude électorale. Le choc créé par ce rapport émanant d'une personnalité dont la rigueur intellectuelle et morale est reconnue de tous, rendait difficile le maintien en fonction d'instances issues d'un vote "manipulé" bien que les "manipulateurs" n'aient pu être identifiés. Le bureau et le président d'Attac ont démissionné pour être remplacés par une "Commission exécutive" jusqu'à l'élection d'un nouveau CA en décembre.

Nous ne pouvons tolérer de telles pratiques dans ATTAC et si beaucoup d'adhérents et de militant sont exaspérés par cette bataille, il ne peut être question de la minimiser au nom du réalisme politique ou de l'intérêt supérieur de l'association. Pour ma part je ne puis me résoudre à renvoyer dos à dos les "bénéficiaires" et les "perdants" de la fraude. S'il convient de ne jeter l'opprobre sur

Nos rendez-vous

Jeudi 14 septembre à 19h00

**Réunion de rentrée
des adhérents d'Attac.**

Retour de l'Université d'été et présentation du MANIFESTE DES ALTERNATIVES de rupture avec le néolibéralisme.

À la Maison des associations,
Le Ligourès, place Romée de Ville-
neuve, Encagnane

Vendredi 29 septembre à 20h00

Conférence débat

**"Banque mondiale,
le Coup d'Etat permanent"**

avec **Damien Millet**
du **CADTM France**

Au CREPS, chemin de Guiramande,
Pont de l'Arc

Jeudi 12 octobre à 20h00

**Projection en avant-première de
"BAMAKO"**

avec **Roland Rappaport,**
avocat et acteur dans le film

Cinéma "Le Mazarin"

Jeudi 09 novembre à 19h00

**Réunion mensuelle
des adhérents d'Attac.**

L'eau, bien commun de l'Humanité.
Maison des associations, Le Ligourès,

personne, le vœu que l'on peut formuler c'est, qu'au cours de la campagne pour l'élection d'un nouveau CA en décembre, s'instaure un vrai débat d'idées qui permette de retisser les liens qui ont fait d'Attac un acteur important de la vie politique et de l'action contre le néolibéralisme. Le 14 septembre va se tenir au Ligourès la réunion mensuelle d'Attac. Outre le programme fourni des interventions déjà prévues, nous ouvrirons le débat sur la nature de l'association que nous voulons, ses orientations et son fonctionnement.

Bernard Lagune

AGENDA sept-oct 2006

Dimanche 10 septembre 10h00 -18h00

ASSOGORA stand 138

Judi 14 septembre à 19h00

Réunion de rentrée des adhérents d'Attac pays d'Aix . Retour de l'Université d'été et présentation du MANIFESTE DES ALTERNATI-

VES de rupture avec le néolibéralisme

Le Ligourès, place Romée de Villeneuve, Encagnane

Vendredi 29 septembre à 20h00

"Banque mondiale, le Coup d'Etat permanent" avec Damien Millet

CREPS, chemin de Guiramide, Pont de l'Arc

Mardi 03 octobre à 19h30

"La bourse contre la vie" Film de Carole Poliquin "Turbulences" mettant en relation les transactions des opérateurs en "Bourse" et les conséquences sur l'emploi et l'environnement. Salle Le Cèdre à l'AGESA, ave du Deffens, Jas de Bouffan

Judi 12 octobre à 20h00

Projection en avant-première de "BAMAKO"

avec débat

en présence de Roland Rappaport, avocat et acteur dans le film

Cinéma "Le Mazarin

Mardi 17 octobre à 19h30

"La chimie contre la vie ?"

diaporama sur la suite donnée au projet de directive REACH venant à l'automne en seconde lecture

au Parlement Européen

Salle Le Cèdre à l'AGESA, ave du Deffens, Jas de Bouffan,

Mardi 07 novembre à 19h30

"Le soja contre la vie ?"

Extraits de films montrant les effets dévastateurs de l'industrialisation croissante

de la filière soja-élevage

Salle Le Cèdre à l'AGESA, ave du Deffens, Jas de Bouffan

Judi 09 novembre à 19h00

Le'eau, bien commun de l'Humanité.

Le Ligourès, Encagnane

Aix-croissance : réunion les 1^{er} lundi du mois à 20h chez Laurent Kriger, contact Dany Tressera : 06 15 09 38 01 chundany@aol.com

Dette / Taxe Tobin : réunion les 1^{er} lundi du mois à 19h30 chez Raymonde Lagune. Contact :

Raymonde Lagune 04 42 96 66 46 / Anne-Marie Quetglas 04 42 27 97 94

Économie solidaire / Cigale, contact : Ernest Hussy 04 42 92 67 15

Environnement : le 3^{ème} jeudi du mois 21 septembre et 19 octobre à 20h « sur la route de Samarkande » 10 rue Campra. Contact Danielle Puglièse : 04 42 24 16 81

Femmes, genre et Mondialisation, contact : Claudine Blasco 04 94 78 58 69

OMC-AGCS, contact : Anne Marie Alary 04 42 95 10 84

Services Publics, contact : Ber-

Attac Jeunes : réunion le mardi de 20h à 22h à l'annexe du centre JP Coste. Contact : David Cena 06 76 11 72 12

Attac au Jas, contact : M et J Fourny 04 42 21 65 45 et Jacques Villar 04 42 27 21 87

Cours d'économie de Renaud Gallimard : le 2^{ème} mercredi du mois, salle de la Verrière Centre JP Coste; 1^{ère} réunion, le 11 octobre. contact : Mirka Sevcikova : 06 64 52 03 56

Stand marché Richelme samedi à partir de 10h15: contact Anne-Marie Quetglas 04 42 27 97 94

Stand marché Bois de l'Aune (Jas) samedi à partir de 10h30: Contact J.et M Fourny 04 42 21 65 45

Tractage : contact Raymonde Lagune 04 42 96 66 46

Responsable fichier adhérents : Valérie Brûlant 06 77 74 58 85

Contact presse : Dany Tressera 06 15 09 38 01

Après la publication du rapport de René Passet sur l'élection "manipulée" du CA d'Attac France

Lors de l'AG d'Attac France à Rennes le 17 juin 2006, des élus fondateurs et actifs au Conseil d'administration, décidaient de suspendre leur participation à cette instance en raison des anomalies constatées lors du dépouillement des votes par correspondance, au siège d'ATTAC.

Rendu public le 24 août 2006, le rapport de René Passet (ex-président du Conseil Scientifique d'Attac) sur le résultat des analyses statistiques demandées à des experts indépendants, confirme les "anomalies" constatées le 17 juin. Selon le rapport, tous les experts estiment " *qu'il y a donc eu " manipulation " : jamais les écarts enregistrés et concentrés dans le temps n'auraient été possibles sans l'intervention providentielle de quelque " main invisible "..... Ces écarts ont effectivement faussé le résultat des élections.* "

Cependant la situation créée par la publication du rapport Passet, a entraîné l'adoption par le CA d'Attac France, d'une motion entérinant la démission du bureau et du Président (élus hâtivement par une partie du CA le 17 juin) remplacés par une commission exécutive mixte et paritaire chargée de gérer l'association jusqu'à l'élection d'un nouveau CA.

Ainsi donc la fraude électorale est reconnue, ses bénéficiaires identifiés, mais il ne saurait être question d'en imputer la réalisation à quiconque. La recherche des fraudeurs relève de la commission d'enquête qui a été mise en place.

Le CA d'Attac Pays d'Aix estime :

- que la fraude électorale est une humiliation pour les adhérents et les mili-

tants qui considèrent que dans une association comme ATTAC où les comportements des militants et des dirigeants doivent obéir à un principe de loyauté et de probité qui ne saurait être bradé. Nous remercions René Passet, pour la valeur pédagogique de son texte et pour la clarté de ses conclusions.

• qu'Attac constitue un pôle de rassemblement et d'ouverture sur le mouvement social, au niveau local, national et international (de l'Europe et du monde) dont sont garantes toutes ses composantes : membres fondateurs, Conseil Scientifique, Attac Campus, Comités locaux.

L'Université d'été qui vient de se dérouler et la préparation du " Manifeste pour des alternatives de rupture avec le néolibéralisme " sont notamment l'illustration éclatante de l'apport fondamental pour Attac du Conseil Scientifique et de ses membres qui ont depuis 7 ans produit la grande majorité des ouvrages et documents qui permettent aux militants de s'informer, se former et transmettre.

Nous attendons de la " Commission exécutive " et du CA qui sera issu de l'élection de décembre, qu'ils rendent leur dignité à l'association, à ses adhérents et à ses militants et qu'ils relancent la dynamique d'action et d'éducation populaire qui fait la spécificité de notre association.

Nous renouvelons notre attachement à la présence des fondateurs au sein du CA d'Attac France, garants de l'indépendance et de la pluralité d'Attac.

Le CA d'Attac Pays d'Aix 30 août 2006

A l'occasion de l'Assemblée Générale d'Automne
de la Banque Mondiale les 19 et 20 septembre à Singapour,

Semaine d'actions internationales de protestation contre les Institutions Financières Internationales (IFI) :

Fonds Monétaire International, Banque Mondiale, Banques régionales de développement

du 14 au 20 septembre 2006

à l'appel des représentants de Mouvements et d'organisations de 53 pays

Conférence/débat de Damien Millet

Président du Comité pour l'Annulation de la Dette
du Tiers Monde (CADTM)

« La Banque Mondiale : un coup d'Etat permanent »

Vendredi 29 septembre à 20H au CREPS à Aix en Provence

Depuis plus de soixante ans les Institutions Financières Internationales ont utilisé les besoins financiers des pays du sud pour exercer un contrôle de leur politique via les conditionnalités attachées à leurs prêts. Cette situation de dépendance s'est encore aggravée avec la crise de la dette au début des années 1980. Le FMI et la BM dominés par une poignée de pays riches, eux-mêmes au service des multinationales ont profité de cette crise pour imposer aux pays endettés leur programme économique libéral au travers des redoutables « Programmes d'Ajustement Structurels »

Les IFI ont été ainsi les principaux initiateurs de la privatisation des biens et services fondamentaux tels que l'eau, et des mesures d'austérité qui ont détruit les services publics et mis hors de portée des plus pauvres l'accès, notamment aux services d'éducation et de santé, devenus payants et donc inaccessibles. Ce sont également les IFI qui ont rendu ces pays dépendants des revenus d'exportations, qui les ont obligés à laisser sans protections leurs entreprises naissantes les plus stratégiques, qui les ont privés de ressources financières pourtant

indispensables comme les droits de douane sous prétexte d'ouverture à la concurrence.

Ces politiques aux effets sociaux et économiques catastrophiques ont été dénoncées de multiples fois évidemment dans les pays concernés qui ont vu de nombreuses émeutes de la faim anti-FMI, mais aussi au sein même des IFI, en particulier à la Banque Mondiale avec Joseph Stiglitz, dans les organes de l'ONU, notamment dans le rapport 2006 de la CNUCED, et même au congrès des États-unis avec le Rapport Meltzer en 2000.

Face à cette crise de légitimité, depuis les années 1990 les IFI et surtout la Banque Mondiale ont été contraints de faire au moins des efforts de communication pour faire oublier leurs responsabilités dans l'aggravation des conditions de vie des plus pauvres et de l'augmentation des inégalités. La Banque Mondiale en particulier est ainsi devenue le chantre de la lutte pour la réduction de la pauvreté, de la bonne gouvernance, et de la défense de l'environnement, tout en continuant dans les faits à imposer les mêmes politiques libérales ravageuses, en complète contradiction

avec ses propres recommandations (industries extractives), mais en accord toujours parfait avec l'OMC et les intérêts des multinationales.

C'est pourquoi la protestation contre ces politiques destructrices est toujours d'actualité

Ce n'est sans doute pas un hasard si dans ce contexte le cinéaste malien : **Abderrahmane Sissako** effectue la sortie de son film **BAMAKO**.

Sélectionné pour le Festival de Cannes 2006, ce film a reçu le Grand Prix du public au festival Paris Cinéma 2006. Ce film à mi-chemin entre la fiction et le documentaire donne la parole aux sans voix victimes de la mondialisation libérale et fait un procès très vivant des Institutions Financières Internationales. Dans une cour de maisons regroupant plusieurs familles un tribunal est installé... à voir absolument !

Le jeudi 12 Octobre 2006 le film sera présenté en Avant Première au Cinéma Mazarin vers 20 H en présence de l'un des acteurs : l'avocat **Roland Rappaport**.

Le Comité local d'ATTAC pays d'Aix et le Comité pour l'Annulation de la dette du tiers monde vous invitent à la projection de ce film et à la participation au débat.

Cette soirée remplacera la réunion mensuelle des adhérents qui se tient habituellement au Li-gourès le 2^{ème} jeudi du mois.

Raymonde Lagune

Forum Social Mondial des Migrations 2006, 22-24 Juin 2006 , Madrid

Parti-e-s à 7 de la Commission Femmes et Mondialisation d'ATTAC Pays d'Aix , migrant-e-s de première, deuxième ou troisième génération d'origine espagnole, italienne, marocaine, vietnamienne ou turque, valides et handicapée, nous fûmes plus de 3000 en arrivant au Forum Social Mondialdes MIGRATIONS

Après 30 heures de bus aller et retour avec le collectif préparatoire Marseillais du FSMM et 5 jours de vie en communauté, haute en couleur , rires, émotions, discussions et convivialité, dormant dans un gymnase, improvisant et partageant nos repas et sans cesse solidaires, uni-e-s par les luttes locales pour la régularisation des sans-papiers et contre les politiques migratoires nationales (CESEDA) et internationales indignes , nous avons retrouvé dans ce forum la plupart des acteurs mondiaux défenseurs des droits humains des migrant-e-s, mais malheureusement peu de sans-papiers (à part ceux que le collectif préparatoire marseillais avait pensé à filmer) ou de représentants des migrants les moins fortunés des pays en développement, peu d'handicapés également ainsi que peu de représentants asiatiques, alors qu'aujourd'hui l'Asie est le premier continent d'émigration.

Ce forum mondial basé sur une citoyenneté universelle et les droits humains a rappelé que les migrant-e-s sont avant tout des êtres humains dont tous les droits doivent être garantis quel que soit leur lieu de résidence. La migration fait partie de l'histoire de l'humanité mais aujourd'hui c'est non seulement un des effets (à cause de l'augmentation des inégalités) mais aussi un instrument (main d'œuvre peu chère et corvéable à merci, dumping social) de la mondialisation néolibérale . On ne peut donc pas l'aborder uniquement comme un problème de frontières purement national, mais comme un processus économique, politique, culturel et social, directement lié aux effets que le modèle capitaliste néolibéral génère dans le monde entier.

Ce n'est que le second FSM consacré à la migration, ainsi peu à peu se construisent des résistances, comme l'indique la déclaration finale des mouvements sociaux. Cette déclaration ouvre un axe mondial d'unification des luttes par la célébration d'une journée mondiale annuelle des migrant-e-s , par la création d'un Comité Permanent du FSMM ainsi que d'un espace commun mondial de co-rédaction de la Charte Mondiale des Migrants et des Migrants (projet que j'ai rédigé au nom du Collectif préparatoire Marseillais et qu'ATTAC France et Espagne soutenaient,

projet plus engagé et plus détaillé d'axes de luttes mondiales).

A ce forum, notre délégation a insisté sur la libre installation ,la libre circulation, la nécessaire unification des migrant-e-s divisé-e-s en catégories (réfugiés, exilés, demandeurs d'asile, déplacés, migrants économiques , travailleurs migrants, avec ou sans papiers.....) par les institutions afin de mieux les manipuler, la féminisation de la migration, l'augmentation de la traite et du trafic des êtres humains notamment pour alimenter le marché prostitutionnel, en particulier des femmes.

Nous sommes intervenues dans un atelier sur la traite et la prostitution. J'y ai présenté les phénomènes d'augmentation de la migration des femmes entraînant la hausse du trafic et de la traite des femmes dans le contexte d'un marché global omnipotent, élargi à tous les secteurs du vivant y compris celui de l'être humain et du sexe. A cette occasion et lors de plénières , nous avons pu rencontrer des militantes espagnoles ou asiatiques qui luttent contre la prostitution, la traite et le trafic , qui nous ont demandé d'unir nos forces.

Le second atelier que j'ai co-animé est celui sur la Charte Mondiale des Migrants et des migrants proposée par le collectif préparatoire marseillais du FSMM, avec Jelloul Ben Hamida (CTDR), Gustavo Marin (FPH et CI FSM), ElioVillasenos (Equipo Pueblo, Mexique). A 3 voix : Jelloul, Gustavo et moi, avons rappelé l'histoire de ce projet, né lors de notre première réunion avec les sans-papiers de Marseille qui occupaient la Maison de l'Etranger, sur l'idée d'un d'entre eux , afin d'unir tous les migrant-e-s de la planète , de reprendre toutes les revendications communes et de tracer les axes de résistance planétaire. Notre but n'étant pas de proposer un texte fini , mais de laisser la possibilité à tou-te-s les migrant-e-s de tous les continents de la discuter et de l'amender, jusqu'au prochain FSMM. J'ai alors rédigé un premier projet issu des propositions du collectif, puis Gustavo l'a fait traduire et imprimer en Espagnol et nous l'avons distribué dans toutes les plénières du FSMM.

Nous avons essentiellement discuté lors de l'atelier, de la méthodologie à mettre en place pour permettre la distribution mondiale de cette charte sa discussion ainsi que la collecte des amendements. Ce fut un des ateliers les plus actifs et créatifs du Forum , avec une participation et un engagement du public remarquables ; le sentiment qu'ensemble nous construisions un projet appelé à nous dépasser comme la mythique Charte des Libertés Sud africaine ,fil conducteur de la

lutte contre l'apartheid. Chacun-e des présent-e-s s'engageant les un-e-s après les autres à travailler et relayer cette charte.

Grâce aux personnes présentes, le projet de Charte sera traduit en Ouolof, Arabe, Italien, Chinois, Turc, Serere, il sera enregistré sur cassettes pour les analphabètes dans les différentes langues, il va être distribué au Mali, en Italie, au Maroc et à travers toute la France et l'Espagne ...

Un site: « cblasco@fsmagh.org <<mailto:cblasco@fsmagh.org>> » ouvert en trois langues : français, espagnol, anglais, recevra tous les amendements . Je suis chargée d'en faire la synthèse afin de proposer une rédaction finale dans un an. Ceci est un véritable exercice de démocratie participative mondiale. Elio, militant et représentant des migrants mexicains aux Etats Unis nous a alors demandé de parler de démocratie délibérative et non participative, car les latinos en ont assez d'être consultés sans que leur position ne soit prise en compte. Elio, nous a parlé de la vivacité et de l'activisme unitaire des immigrés latinos aux USA, de leurs récentes manifestations , de leur importance dans l'économie des USA et dans la transformation sociale de ce pays et du Mexique.

Je tiens à remercier au nom de notre commission, ATTAC Espagne et Madrid, qui nous ont accueilli-e-s chaleureusement et soutenu-e-s. Nous regrettons qu'il n'y ai pas eu d'ateliers sur la santé physique et le handicap des migrant-e-s , mais nous avons eu toute latitude pour nous exprimer et renforcer nos réseaux.

Nous avons retrouvé nos ami-e-s d'ATTAC Maroc, qui dans leur pays d'émigration et de transit, défendent dans des conditions difficiles les droits des migrant-e-s alors que leur gouvernement se fait le garde-frontières de l'Europe au nom du partenariat euro-méditerranéen.

Nous sommes au tout début du processus de mondialisation des luttes des migrant-e-s et de la liaison de ces luttes avec les autres luttes sociales, économiques, culturelles, citoyennes et politiques altermondialistes. La lutte pour les droits des migrant-e-s est fondamentale pour les droits humains car ce sont les migrant-e-s qui souffrent le plus de discriminations et de violations de leurs droits dans toutes les sociétés . Défendre leurs droits c'est défendre nos droits.

L'atelier que je devais animer à l'Université d'été, sur la féminisation des migrations et la charte mondiale des migrant-e-s a été annulé au dernier moment par le nouveau CA. J'avais cependant l'intention de venir en parler à Poitiers, tant il est important que la discussion sur les droits

des migrant-e-s et cette charte soient portées par tou-te-s les militant-e-s d'ATTAC mais des problèmes de santé dans ma famille m'en ont empêchée

En ces jours d'inhumanité gouvernementale où des enfants, des adultes sont trompés, enfermés, arrêtés, expulsés, meurent dans des embarquements de fortune ou le désert, ou torturés par des réseaux mafieux, seulement parce qu'ils sont des migrant-e-s, j'en appelle à vous toutes et tous pour que cessent de tels agissements ainsi que le silence et l'indifférence.... Je suis à votre disposition pour plus d'info à cblasco2@wanadoo.fr.

Claudine Blasco,

Commission Femmes, Genre et Mondialisation d'ATTAC Pays d'Aix, membre du groupe Migrations du Conseil Scientifique, candidate au CA d'Attac France, évincée par les « anomalies »...

CRID, ACP, CPE et 2007

Début juillet, j'ai assisté à "l'Université d'Été de la Solidarité Internationale" organisée à Lille par le **CRID (Centre de Recherche et d'Information pour le Développement)** et le CNCD (Centre National de Coopération au Développement). Le CNCD est un collectif d'une centaine d'organisations belges de solidarité internationale. Quant au CRID, qui fêtait en même temps son 30^{ième} anniversaire, c'est, en France, un collectif de 54 associations de solidarité internationale, de défense des droits humains, de protection de l'environnement, d'éducation populaire, d'économie solidaire, de syndicats et de partenaires du Sud et de l'Europe de l'Est.

Le CRID, qui s'inscrit dans la mouvance altermondialiste, est l'un des membres fondateurs d'Attac, et son actuel président, Gustave Massiah, est l'un des trois anciens vice-présidents d'Attac.

Le thème de cette université était "Quel droit pour quels développements?", et le module que j'ai suivi s'intitulait "Commerce agricole et souveraineté alimentaire". Il était organisé conjointement par Agir Ici, Artisans du Monde, le CCFD (Comité Catholique Contre la Faim et pour le Développement), le CNCD, le GRET (Groupe de Recherche et d'Echanges Technologiques), Peuples Solidaires et des intervenants du Paraguay et du Costa Rica.

La libéralisation du commerce mondial approfondit aujourd'hui la crise agricole mondiale avec des conséquences dramatiques au plan économique, social et environnemental pour les populations de nombreuses régions du monde.

L'objet de ce module était donc:

- d'identifier les responsables de cette crise agricole mondiale: les acteurs économiques et politiques, leurs intérêts et les idéologies qu'ils véhiculent
- de réaffirmer, face à l'idéologie de la concurrence, l'urgence de réguler le commerce international agricole et l'importance qu'il y a à défendre l'agriculture familiale contre les menaces qui pèsent sur elle.

Le thème qui a le plus retenu mon intérêt est celui des **APE (Accords de Partenariat Economique)**. Ces APE sont issus de l'Accord de Cotonou, signé en 2000 et succédant aux conventions de Lomé qui régissaient, depuis 25 ans, les relations entre l'UE (Union Européenne) et les ACP (pays d'Afrique, Caraïbes et Pacifique). Sous cet acronyme sont regroupées un certain nombre d'anciennes colonies de pays membres de l'UE.

Dès le 1er janvier 2008, ces APE vont mettre fin à l'accès préférentiel au marché européen dont bénéficiaient ces pays ACP (situation non conforme aux clauses de l'OMC), et instaurer une zone de libre-échange entre l'UE et six régions distinctes regroupant ces pays ACP. Certains parlent d'"OMC en pire", d'autres d'"Accords de Paupérisation Economique". En effet, tout en prônant, comme à son habitude, le développement et l'éradication de la pauvreté, l'UE propose aux pays ACP de signer des accords de libre-échange mettant en concurrence une agriculture d'exportation subventionnée avec une agriculture majoritairement familiale et paysanne, mais aussi des industries développées avec des industries naissantes, et exige l'ouverture du

Plusieurs initiatives et mobilisations sont prévues pour interpeller les décideurs français et européens sur les dangers que ces accords feraient courir aux pays ACP, non seulement dans le domaine agricole mais aussi dans les domaines industriels et des services.

Mais 2007 sera aussi une année charnière en France avec les échéances électorales.

Persuadées que la solidarité internationale est une valeur reconnue et soutenue par l'opinion, les associations membres du CRID se mobilisent en vue des élections de 2007. Un collectif de 22 organisations "2007 – Etat d'urgence planétaire: votons pour une France Solidaire!" a préparé un dossier et des revendications déjà adressés aux partis politiques et aux médias qui doivent alimenter le débat public.

Neuf thèmes ont été retenus, chacun donnant lieu à des revendications:

- 1 - Pour une justice énergétique et climatique mondiale
- 2 - Pour une politique d'immigration respectueuse des droits des migrants
- 3 - Pour une politique extérieure de la France au service du droit international
- 4 - Pour que la France assume ses responsabilités dans l'endettement des pays du Sud
- 5 - Pour en finir avec le scandale des paradis fiscaux et judiciaires
- 6 - Pour une France au service de la paix
- 7 - Pour une politique de la France en Afrique responsable et transparente
- 8 - Pour une France active en terme de responsabilité sociale et environnementale des entreprises
- 9 - Pour une politique en faveur d'un commerce équitable.

Attac figure, pour la plupart de ces thèmes, au nombre des associations signataires de ces plaidoyers.

Comme l'a dit en conclusion Gustave Massiah, "Face à la barbarie qui monte, il faut résister. La réponse est la solidarité internationale, mais aucun de nous n'est complet sans les autres. C'est ensemble que nous allons arriver à résister."

Attac, qui prépare elle aussi son "manifeste" en vue des élections de 2007, doit s'inscrire dans cette synergie.

Michelle Fourny.